



Votre lettre du 4 octobre 2007
 Vos références
 Nos références E1-900-3496
 S'adresser à Anne LANGE
 N° de téléphone (02) 233 21 86
 annexes
 date 21/12/2007

Monsieur Fabio COLASANTI
 Directeur général
 DG INFSO
 Commission européenne
 Rue de la Loi 200
 1049 Bruxelles

Copie à : MD.Simonet – M. Arena – F. Laanan - Ph.Suinen – Jcl.Hubin – CFL - DGOV

Objet: Questionnaire concernant les mesures prises pour améliorer les conditions de conservation, de restauration et d'exploitation du patrimoine cinématographique et pour lever les entraves au développement et à la pleine compétitivité de l'industrie cinématographique européenne.

Monsieur le Directeur général,

En réponse à votre courrier du 4 octobre 2007 concernant le suivi de la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 sur le patrimoine cinématographique et la compétitivité des activités industrielles connexes, je vous prie de bien vouloir trouver en annexe à la présente, la réponse de la Communauté française et de la Communauté flamande de Belgique au questionnaire établi par la Commission.

Je vous souhaite bonne réception de la présente et je vous prie de croire, Monsieur le Directeur général, en l'assurance de ma haute considération.

Le Représentant Permanent

INFSO-DG	ADONIS N° <i>503117</i>													
DATE	10 JAN. 2008													
A	D	D	A	1	A	B	C	D	E	F	G	H	R	S
	G	G	S											
	A	A	S											
CTR	D	D	A	1	A	B	C	D	E	F	G	H	R	S
	G	G	S											
	A	A	S											
INFO	D	D	A	1	A	B	C	D	E	F	G	H	R	S
	G	G	S											
	A	A	S											
DEADLINE														
FILE														

P.O.

 Jean De Ruyt

Pien 5/07/839699

Annexe: Questionnaire sur la mise en oeuvre de la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 sur le patrimoine cinématographique et la compétitivité des activités industrielles connexes⁽²⁾ (ci-après dénommée «la recommandation»)

1. Quelles mesures ont été adoptées pour encourager une exploitation renforcée du potentiel industriel et culturel du patrimoine cinématographique européen par des mesures systématiques de conservation et de restauration, notamment par la promotion de politiques d'innovation, de recherche et de développement technologique dans le domaine de la conservation et de la restauration des oeuvres cinématographiques?

La Ministre de la Culture et de l'audiovisuel de la Communauté française de Belgique vient de faire connaître son Plan de préservation et d'exploitation des patrimoines (Plan PEP's). Ce plan vise notamment à préserver le patrimoine cinématographique en Communauté française et à le rendre plus accessible grâce à sa mise à disposition sur de nouveaux supports. Il se déroulera en plusieurs phases : inventaire des oeuvres, choix du support le mieux adapté, règlement des questions de gestion des droits, numérisation et indexation des oeuvres.

2. Quelles mesures appropriées, législatives, administratives ou autres, avez-vous adoptées afin de garantir que les oeuvres cinématographiques faisant partie de votre patrimoine audiovisuel sont systématiquement collectées, cataloguées, préservées, restaurées et rendues accessibles à des fins pédagogiques, culturelles et de recherche ou à d'autres fins non commerciales de nature similaire, en conformité, dans tous les cas, avec les droits d'auteur et les droits voisins?

Comment définissez-vous la notion d'oeuvre cinématographique faisant partie de votre patrimoine audiovisuel?

Les oeuvres cinématographiques faisant partie du patrimoine audiovisuel de la Communauté française sont celles réalisées par des créateurs issus de la Communauté française de Belgique ou résultant de coproductions faisant intervenir des artistes issus de la Communauté française de Belgique.

A ce jour, mis à part les oeuvres déposées à la Cinémathèque de la Communauté française sur une base volontaire, il n'existe pas d'inventaire systématique de la totalité des oeuvres cinématographiques faisant partie du patrimoine audiovisuel de la Communauté française. Le Plan PEP's prévoit l'établissement de cet inventaire afin de définir les priorités en matières de numérisation.

Par ses statuts et grâce aux subventions qui lui sont allouées par l'Etat fédéral, la Cinémathèque Royale de Belgique collecte, catalogue, préserve, restaure et rend accessible les oeuvres cinématographiques relevant du patrimoine national (produites en Belgique et diffusées sur le territoire belge). L'action de la Cinémathèque comprend toutes les oeuvres cinématographiques (fiction,

documentaires, longs et courts métrages, etc...), produites sur pellicule argentique de format 35 et 16mm ou dans un format numérique. L'archivage des productions télévisuelles relève des diffuseurs.

- 3. Avez-vous désigné des organismes appropriés pour réaliser les tâches d'intérêt public décrites au point 2 avec indépendance et professionnalisme, en s'assurant qu'ils disposent des meilleures ressources financières et techniques possibles, et si oui, lesquels? Quel est leur budget pour 2007? De quels effectifs disposent-ils pour 2007 (si ces organismes exercent d'autres activités, veuillez fournir les données uniquement pour les activités pertinentes)?**

Dans la mesure où la Cinémathèque Royale dispose d'une subvention allouée par l'Etat fédéral (et qui se monte pour l'année 2007 à 2,6 millions d'euros), on peut estimer qu'elle est reconnue par l'Etat fédéral comme pouvant réaliser les tâches d'intérêt public dont il est question ici.

- 4. Avez-vous encouragé les organismes désignés à spécifier, en accord ou dans un contrat avec les titulaires de droits, les conditions auxquelles les oeuvres cinématographiques déposées peuvent être mises à la disposition du public?**

La Cinémathèque Royale a pris l'initiative d'initier dans un contexte européen (et ceci dans sa fonction de présidence de l'Association des Cinémathèques européennes) une négociation avec les représentants des producteurs de films afin d'établir une convention cadre relative au dépôt volontaire des oeuvres dans les organismes d'archive. Cette négociation est toujours en cours actuellement sous l'égide de la Commission européenne.

- 5. Avez-vous institué ou soutenu des académies nationales de l'art cinématographique ou des organismes similaires en vue de promouvoir le patrimoine cinématographique?**

La Cinémathèque de la Communauté française possède de nombreuses oeuvres faisant partie de son patrimoine. L'inventaire des oeuvres à numériser dans le cadre du plan Pep's devra reprendre à la fois les oeuvres détenues à la Cinémathèque mais également dans les ateliers d'accueil et de production et dans les écoles de cinéma et de télévision.

En ce qui concerne les prêts pédagogiques, en accord avec l'IAD (Institut des Arts de Diffusion), les films de fin d'études de 1972 à 2004 sont promus sur le site de la Cinémathèque de la Communauté française, et peuvent faire l'objet de prêts dans le circuit pédagogique.

- 6. Quelles mesures avez-vous adoptées en vue de recourir davantage aux techniques de numérisation et aux nouvelles technologies pour la collecte, le catalogage, la préservation et la restauration des oeuvres cinématographiques?**

Plus précisément, en ce qui concerne les sujets ci-après:

1. Collecte

- **Quelles mesures avez-vous prises en vue de la collecte systématique des oeuvres cinématographiques faisant partie de votre patrimoine audiovisuel au moyen de l'obligation, légale ou contractuelle, de déposer au moins une copie de grande qualité desdites oeuvres cinématographiques auprès des organismes désignés?**

A ce jour, il n'existe pas en Communauté française, d'obligation de dépôt légal des oeuvres. Le Plan Pep's prévoit donc un projet de décret visant à instituer le dépôt légal en Communauté française pour les films, documents audiovisuels, enregistrements sonores et créations numériques.

Cependant, dans le cadre des aides accordées par le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française, le contrat liant la Communauté française au producteur bénéficiaire de l'aide prévoit l'obligation dans le chef de ce dernier de déposer une copie de son oeuvre terminée auprès de la Communauté française.

Dans la mesure où tous les dépôts relèvent du régime volontaire, on ne peut certifier que toutes les productions soient couvertes même si de grands efforts sont faits pour tendre à une exhaustivité. Les conditions de conservation appliquées par la Cinémathèque Royale répondent aux normes internationales telles que définies par la Fédération Internationale des Archives du Film.

- **Toutes les productions sont-elles couvertes, y compris celles n'ayant bénéficié d'aucun financement public? Dans la négative, comment la sélection est-elle effectuée?**

Mis à part les films soutenus par le Centre du Cinéma et de l'audiovisuel (cf. question 6.1), le dépôt légal n'est encore qu'un projet et ses modalités d'applications n'ont pas encore été arrêtées.

- **Quelles mesures ont été adoptées pour assurer la bonne qualité technique des oeuvres cinématographiques déposées (avec les métadonnées correspondantes, le cas échéant)?**
- **Comment veillez-vous à ce que le dépôt soit effectué lorsque le film est mis à la disposition du public et, dans tous les cas, au plus tard dans les deux ans qui suivent ce moment?**

2. Catalogage et création de bases de données

- **Quelles mesures ont été adoptées (par exemple code d'archivage de la production de films) pour promouvoir le catalogage et l'indexation des oeuvres cinématographiques déposées et encourager la création de bases de données contenant des informations sur les films, en appliquant des normes européennes et internationales?**

Faute de moyens financiers, la cinémathèque de la Communauté française a établi sa base de données sous Access. Elle dispose d'un système d'indexation conforme aux recommandations de la Fédération Internationale des Archives du film.

Toutes les œuvres déposées à la Cinémathèque Royale de Belgique sont inventoriées. Ces inventaires constituent une base de données informatisée. Les normes de catalogage respectent les recommandations de la Fédération Internationale des Archives du film.

- **Quelles mesures avez-vous adoptées pour promouvoir la normalisation au niveau européen des bases de données en filmographie, leur interopérabilité et leur accès par le public, par exemple par l'internet, notamment grâce à un engagement actif des organismes désignés?**
- **Avez-vous contribué à l'établissement, avec les organisations compétentes, notamment le Conseil de l'Europe (Eurimages et Observatoire européen de l'audiovisuel), d'un réseau de bases de données sur le patrimoine audiovisuel européen?**
- **Avez-vous invité les organismes réalisant l'archivage à valoriser leurs fonds en les organisant en collections au niveau de l'union européenne, par exemple par thème, par auteur ou par période?**

3. Préservation

Quelles sont les mesures, législatives ou autres, qui ont été adoptées pour assurer la préservation des oeuvres cinématographiques déposées? Les mesures de préservation peuvent notamment comprendre:

- **la reproduction de films sur de nouveaux supports;**

Les films dont la Cinémathèque de la Communauté française est détentrice ou dépositaires sont progressivement numérisés sur support DVC Pro50 et sur DVDRam, dans l'attente d'une solution à plus long terme.

La politique de préservation appliquée par la Cinémathèque Royale inclut la reproduction de films sur support analogique et/ou numérique ainsi que la préservation de matériel destiné à être projeté. Remarquons que ces points font l'objet de discussion avec la Fédération Internationale des producteurs de film dans le cadre des négociations relatives à une Convention cadre dont il est fait état plus haut.

- **la préservation de matériel qui permet de projeter des oeuvres cinématographiques conservées sur différents supports traditionnels.**

Un grand nombre de négatifs des films que la Cinémathèque de la Communauté française possède (1856 titres) se trouvent en chambre froide conformément aux normes imposées par la FIAF.

4. Restauration

Quelles mesures ont été adoptées en vue d'autoriser, dans le cadre de votre législation, la reproduction d'oeuvres cinématographiques déposées à des fins de restauration, tout en permettant, en vertu d'un accord entre toutes les parties intéressées, que les titulaires des droits profitent de l'amélioration du potentiel d'exploitation industrielle des oeuvres à la suite de cette restauration?

La loi belge sur le droit d'auteur autorise les organismes d'archives, à dupliquer des oeuvres aux fins de restauration.

- **Comment avez-vous encouragé les plans de restauration de vieux films ou de films à grande valeur culturelle ou historique?**

5. Accessibilité des oeuvres cinématographiques déposées à des fins pédagogiques, culturelles et de recherche ou à d'autres fins non commerciales de nature similaire

- **Avez-vous adopté des dispositions législatives ou administratives pour permettre aux organismes désignés de rendre les oeuvres cinématographiques déposées accessibles à des fins pédagogiques, culturelles et de recherche ou à d'autres fins non commerciales de nature similaire, en conformité avec les droits d'auteur et les droits voisins? Veuillez donner des précisions sur les mesures adoptées.**

Les modalités de présentation des oeuvres définies par la Cinémathèque Royale relèvent uniquement de bonnes pratiques établies en concertation avec les ayants-droits ou leurs représentants.

La Cinémathèque de la Communauté française dispose, quant à elle, de contrats-type avec les ayants droit, l'autorisant à diffuser des films à des fins pédagogiques

- **Avez-vous pris des mesures propres à assurer aux personnes handicapées un accès aux oeuvres cinématographiques déposées tout en respectant les droits d'auteur et les droits voisins? Veuillez donner des précisions sur les mesures adoptées.**

6. Formation professionnelle et éducation aux médias

Quelles mesures ont été adoptées pour promouvoir la formation professionnelle dans tous les domaines liés au patrimoine cinématographique afin d'encourager une exploitation renforcée du potentiel industriel de ce patrimoine?

La Communauté française de Belgique soutient un certain nombre initiatives d'éducation aux médias qui permettent une exploitation renforcée du patrimoine de la Communauté française. Ces activités sont réalisées à destination du grand public mais des étudiants et écoliers en particulier. D'autre part, la Communauté française soutient également le travail effectué par les « Centres de Ressources » en matière d'éducation aux médias en général. Par ailleurs, la Communauté française travaille actuellement à la création d'un Conseil Supérieur de l'Education aux médias dont l'une des tâches sera de répertorier la totalité des activités d'éducation aux médias en Communauté française et d'assurer leur cohérence.

A son initiative propre, la Cinémathèque Royale assure quant à elle, des formations professionnelles destinées à son personnel (orientées principalement vers l'utilisation des techniques numériques). Soulignons que la Cinémathèque a été fréquemment impliquée (et a souvent pris l'initiative) dans des projets européens portant sur l'application des techniques numériques à la conservation du patrimoine cinématographique : citons les programmes de formation Archimédia (Média), le projet First (IST), le projet EDCine (IST), le projet Midas (Média). Sur un plan local, la Cinémathèque s'efforce de promouvoir (notamment par l'organisation de cours et autres initiatives pédagogiques), une meilleure connaissance du patrimoine cinématographique auprès de publics d'enfants, d'étudiants et d'adultes.

Quelles mesures ont été adoptées pour promouvoir l'utilisation du patrimoine cinématographique comme un moyen de renforcer la dimension européenne dans l'enseignement et de promouvoir la diversité culturelle?

Les initiatives d'éducation aux médias mentionnées au paragraphe précédent, telles que « Le Prix des Lycéens » et l'opération « Films à la fiche » contribuent à promouvoir la diversité culturelle en permettant au grand public et tout particulièrement aux étudiants et aux écoliers de découvrir des œuvres audiovisuelles qui diffèrent des blockbusters américains et qui, très souvent, restent peu de temps sur les écrans de cinéma de la Communauté française.

Quelles mesures ont été adoptées pour encourager et favoriser l'enseignement visuel, les études cinématographiques et l'éducation aux médias à tous les niveaux de l'enseignement, dans les programmes de formation professionnelle et dans les programmes européens, comme le préconise la recommandation (3)?

Outre les activités d'éducation aux médias, la Communauté française soutient les écoles de cinéma reconnues et trouvant sur son territoire (Insas, IAD...).

Quelles mesures avez-vous adoptées pour promouvoir une collaboration étroite entre les producteurs, les distributeurs, les diffuseurs et les instituts cinématographiques à des fins pédagogiques?

Dans le cadre du « Prix des Lycéens » grâce auquel des lycéens de la Communauté française visionnent des films belges et élisent leur préféré, le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, veille à assurer une collaboration entre les producteurs, les réalisateurs et les écoles intéressées afin que la projection des films s'accompagne d'un échange pédagogique avec les personnes directement impliquées dans les films visionnés. De même, l'opération « Ecran large sur tableau noir » qui a pour objet d'amener les écoliers dans les salles de cinéma pour leur projeter des films européens et en débattre (tant sur le fond que sur la forme) prévoit également une interaction avec les différents acteurs de la chaîne (producteurs, distributeurs, réalisateurs etc...).

7. Dépôt

Avez-vous instauré un système de dépôt volontaire ou obligatoire:

Mis à part le dépôt instauré au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel pour les œuvres bénéficiant d'un soutien financier de la Communauté française (cf. question 6.1), il n'existe pas, à ce jour, en Communauté française, d'obligation de dépôt légal des œuvres. Le Plan Pep's prévoit donc un projet de décret visant à instituer le dépôt légal en Communauté française pour les films, documents audiovisuels, enregistrements sonores et créations numériques.

Outre les films, la Cinémathèque Royale conserve le matériel publicitaire et annexe, et cela toujours sous le régime volontaire.

- **de matériel publicitaire et annexe en rapport avec les oeuvres cinématographiques faisant partie du patrimoine audiovisuel national,**
- **des oeuvres cinématographiques faisant partie du patrimoine audiovisuel national d'autres pays,**
- **des images en mouvement autres que les oeuvres cinématographiques,**
- **des oeuvres cinématographiques du passé?**

8. Coopération entre les organismes désignés

Comment encouragez-vous et soutenez-vous les organismes désignés afin qu'ils échangent des informations et coordonnent leurs activités aux niveaux national et européen, dans le but, par exemple, de:

Comme indiqué plus haut, la Cinémathèque Royale se montre particulièrement active au niveau européen, dans le cadre de l'Association des Cinémathèques européennes et par sa participation à diverses initiatives de la Commission européenne.

- garantir la cohérence des méthodes de collecte et de conservation ainsi que l'interopérabilité des bases de données;
- diffuser des produits, par exemple sur DVD, contenant des archives, dotés de sous-titres dans autant de langues de l'union européenne que possible, en conformité, dans tous les cas, avec les droits d'auteur et les droits voisins;
- compiler une filmographie européenne;
- mettre au point une norme commune concernant l'échange d'informations par voie électronique;
- développer des projets de recherche et pédagogiques, tout en favorisant le développement de réseaux européens d'écoles de cinéma et de cinémathèques?

Bijlage: Vragenlijst over de tenuitvoerlegging van de aanbeveling² van het Europees Parlement en de Raad van 16 november 2005 over cinematografisch erfgoed en het concurrentievermogen van verwante industriële activiteiten (hierna 'de aanbeveling' genoemd)

- 1. Welke stappen zijn ondernomen om een betere exploitatie te bevorderen van de industriële en culturele mogelijkheden van het Europese filmerfgoed via stelselmatige maatregelen tot bewaring en restauratie, door stimulering van een beleid van vernieuwing, onderzoek en technologische ontwikkeling in de sector van bewaring en restauratie van films?**

BAM, Instituut voor beeldende, audiovisuele en mediakunst, is een Vlaams steunpunt. BAM is een onafhankelijke en intermediaire structuur die zich situeert tussen sector en beleid. Vanuit een grondige kennis van sector en beleid verstrekt het informatie, bevordert het ontwikkeling, samenwerking en netwerking - zowel binnen het veld als grensoverschrijdend naar andere disciplines en sectoren toe - en treedt het in dialoog met diverse overheden. BAM is geen belangenbehartiger en is, in tegenstelling tot de overheid, geen subsidiekanaal.

BAM is ontstaan uit de fusie van het steunpunt voor audiovisuele kunsten (Initiatief Audiovisuele Kunsten IAK) en het steunpunt voor beeldende kunsten (Initiatief Beeldende Kunsten IBK). IAK en IBK werden in december 2001 opgericht op initiatief van de Vlaamse overheid. Tot eind 2005 werden ze ad nominatim gesubsidieerd. Momenteel worden steunpunten echter binnen het Kunstendecreet gesubsidieerd en wordt de werking vastgelegd in een samenwerkingsovereenkomst voor vier jaar. In januari 2007 maakte Vlaams Minister van Cultuur, Jeugd, Sport en Brussel Bert Anciaux bekend dat de steunpunten voor audiovisuele kunsten en beeldende kunsten samengevoegd worden in één groot steunpunt. Met een nieuw actieplan en een reeks ambitieuze doelstellingen wil BAM de drie sectoren van beeldende, audiovisuele en mediakunst een nieuwe impuls geven.

BAM is betrokken bij het onderzoeksproject Bewaring en Ontsluiting van Multimediale data in Vlaanderen (BOM VL) dat de Vlaamse Regering onlangs heeft goedgekeurd. Dit onderzoeksproject dat twee jaar zal duren en 5 mio euro kost moet leiden tot een duurzame oplossing voor het behoud en de ontsluiting van audiovisuele archieven (televisie, film en alle audiovisueel materiaal in cultuur en erfgoed). (zie: <http://www.bamart.be/projects/index/nl/BAM>)

- 2. Welke wettelijke, bestuursrechtelijke of andere gepaste maatregelen zijn genomen om te waarborgen dat cinematografische werken die deel uitmaken van uw audiovisuele erfgoed, systematisch verzameld, gecatalogiseerd, bewaard en gerestaureerd worden en voor educatieve, culturele en onderzoeksdoeleinden of andere soortgelijke niet-commerciële toepassingen toegankelijk worden gesteld, steeds in overeenstemming met het auteursrecht en verwante rechten? Hoe definieert u het begrip cinematografische werken die deel uitmaken van uw audiovisuele erfgoed?**

Het Koninklijk Belgisch Filmarchief vervult de functie van een vrijwillig depot voor films gemaakt in België. Het Koninklijk Belgisch Filmarchief heeft ondermeer als doelstelling en geeft de absolute voorrang aan de elementaire taken verbonden aan de conservatie van de verworven collecties: opslag, inventarisering van de aard en fysische toestand van

de films, opmeting, fysische classificatie, bescherming door het maken van archiefduplicaten en positieven voor projectie, inrichting, klimatisering en onderhoud van de depots. Het Koninklijk Belgisch Filmarchief beschikt over zijn eigen laboratorium waar de restauratiewerken worden uitgevoerd (van films in zwart-wit) en nieuwe kopieën worden gemaakt. De voorrang wordt gegeven aan het Belgische filmpatrimonium (documentaires, kortfilms en langspeelfilms, fictie, etc) dat beschikbaar is in 35 of 16 mm of op digitale drager.

Een audiovisuele creatie wordt als Vlaamse productie of coproductie erkend op basis van volgende criteria: de Nederlandstalige originele versie, de Nederlandstalige tekst, het Nederlandstalige onderliggend werk, de culturele verbondenheid met Vlaanderen, de creatieve input vanuit de Vlaamse cultuurgemeenschap en/of onderwerp met uitdrukking van Vlaamse cultuur.

- 3. Welke geschikte instanties hebt u aangewezen om de in punt 2 beschreven taken van openbaar belang onafhankelijk en vakkundig uit te voeren, en hoe hebt u ervoor gezorgd dat hun de best mogelijke financiële en technische middelen worden gewaarborgd? Welke financiële middelen zijn hen toegewezen voor 2007? Hoe groot is hun personeelsbestand in 2007 (verstrek gegevens over eventuele andere activiteiten die door deze instanties worden uitgevoerd).**

BAM informeert en documenteert, stimuleert en onderzoekt. BAM biedt kennis en informatie aan personen en organisaties om professioneel te kunnen werken. Daarnaast documenteert BAM ook spelers en praktijken uit het veld. Om die informatie en documentatie zo efficiënt en breed mogelijk te doen circuleren, bouwt BAM samen met de sector aan allerlei instrumenten, zoals webplatformen en onlinedatabanken.

BAM is betrokken bij het onderzoeksproject Bewaring en Ontsluiting van Multimediale data in Vlaanderen dat de Vlaamse Regering jongleden heeft goedgekeurd. Dit onderzoeksproject dat twee jaar zal duren en 5 mio euro kost moet leiden tot een duurzame oplossing voor het behoud en de ontsluiting van audioviuele archieven.

Het Koninklijk Belgisch Filmarchief heeft het statuut van een Stichting van Openbaar Nut. In 2007 kreeg het Filmarchief een subsidie toegekend van 2,6 mio euro.

- 4. Hebt u de aangewezen instanties gestimuleerd om in overeenstemming met of via een overeenkomst met de houders van rechten de voorwaarden te specificeren waaronder gedeponeerde cinematografische werken voor het publiek beschikbaar zijn?**

Ja. In het nieuwe Vlaamse erfgoeddecreet worden verschillende mogelijkheden voorzien voor een structurele ondersteuning van erfgoedorganisatie die collecties beheren. Zowel archiefinstellingen als musea komen in aanmerking voor een werkingssubsidie. De voorwaarde is dat ze kwaliteitsvol werken en relevant zijn, dat er een landelijke dimensie aanwezig is in hun werking. In het nieuwe erfgoeddecreet worden geen specifieke soorten erfgoed opgenoemd. Dat decreet houdt rekening met verschillende praktijken zoals museologie, de archiefwetenschap, de bibliotheekwetenschap en de etnologie. Bij de beoordeling van de werking van elke individuele instelling zal rekening gehouden worden met de aard van de collectie en de gangbare praktijken om het erfgoed zo goed mogelijk te bewaren, te onderzoeken en bekend te maken bij het publiek. Binnen het erfgoeddecreet kunnen projectsubsidies aangevraagd worden voor ontwikkelingsgerichte projecten met het oog op de zorg voor en de ontsluiting van het cultureel erfgoed. De voorbeeldwerking, de

samenwerking met andere actoren, een duidelijk omschreven doelgroep en het bovenlokale belang zijn de criteria waaraan de projecten worden getoetst.

De aangewezen instanties worden gestimuleerd om de voorwaarden te stimuleren in overeenstemming met het auteursrecht en de wet op afgeleide werken.

5. Hebt u nationale filmacademies of soortgelijke instanties opgericht of gesteund om het cinematografisch erfgoed te bevorderen?

Het cinematografisch erfgoed werd bevorderd door o.m. een eenmalige Vlaamse subsidie aan het Filmarchief voor de digitalisering van een Vlaamse reeks cinematografisch erfgoed.

6. Welke maatregelen hebt u genomen om meer gebruik te maken van digitale en nieuwe technieken voor verzameling, catalogisering, bewaring en restauratie van cinematografische werken?

Meer in het bijzonder met betrekking tot de volgende punten: *I.*

Verzamelen

Welke stappen zijn ondernomen om systematisch cinematografische werken die deel uitmaken van uw audiovisuele erfgoed, te verzamelen, via wettelijk of contractueel

² P B L 3 2 3 v a n 9 . 1 2 . 2 0 0 5 . http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site,/nYoy2005/1_323/1_39420061230n100100018.pdf.

verplichte deponering bij de aangewezen instanties van ten minste één kopie van goede kwaliteit van dergelijke cinematografische werken.

Alle creaties die door Vlaams Audiovisueel Fonds worden ondersteund, moeten in zo oorspronkelijk mogelijke vorm gedeponereerd worden bij het Koninklijk Belgisch Filmarchief, met uitzondering van de creaties, die door deze instelling niet worden bewaard. Voor deze laatste creaties bepaalt het Fonds bij welke erkende instantie ze dienen te worden gedeponereerd. Bovendien moet een gebruiksklare kopie worden ingediend bij de bevoegde administratie van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap. Ingeval het creaties betreft die slechts uit één uniek exemplaar bestaan, zoals b.v. video-installaties, zal onderzocht worden in welke mate aan dit verplicht depot kan tegemoetgekomen worden.

- **Omvatten deze alle producties, met inbegrip van cinematografische werken die geen overheidssteun hebben ontvangen? Indien dit niet het geval is, welke criteria worden gehanteerd bij de selectie?**

Bij de selectie wordt de definitie van audiovisuele creatie gehanteerd (cfr supra).

- **Welke maatregelen zijn genomen om ervoor te zorgen dat de gedeponereerde cinematografische werken van goede kwaliteit zijn (eventueel met bijbehorende metagegevens)?**

De deponering moet gebeuren “in zo oorspronkelijk mogelijke vorm” gedeponereerd. Dat wordt zo gesteld in de procedures, regels en voorwaarden om voor steun door het Vlaams Audiovisueel Fonds in aanmerking te komen.

- **Hoe draagt u er zorg voor dat de films worden gedeponereerd op het ogenblik dat zij voor het publiek beschikbaar worden, en in elk geval niet langer dan twee jaar daarna?**

De deponering is niet verplicht, het geldt enkel voor door het Vlaams Audiovisueel Fonds gesubsidieerde werken, niet voor andere werken. Dit kan echter enkel aangemoedigd worden.

2. Catalogisering en opzetten van databases

Welke maatregelen zijn genomen (bijvoorbeeld een code voor het archiveren van filmproducties) om de catalogisering en de indexering van gedeponereerde cinematografische werken te bevorderen en het opzetten van databases met informatie over de films te stimuleren, waarbij Europese en internationale normen worden gehanteerd?

Alle werken die door bij het Koninklijk Belgisch Filmarchief worden gedeponereerd, worden geïnventariseerd. Deze inventarislijsten vormen dus een gegevensbestand waarbij de aanbevelingen van de Internationale Federatie van Filmarchieven (FIAF).

Welke maatregelen zijn genomen om de Europese normalisering en de interoperabiliteit van filmografische databases te bevorderen en de databases gemakkelijker voor het publiek toegankelijk te maken (bijvoorbeeld via internet), met name via actieve inzet van de aangewezen instanties?

Het Koninklijk Belgisch Filmarchief maakt sedert 2007 deel uit van MIDAS: database voor opzoeken en lokaliseren van audiovisueel archief-materiaal, rechthebbenden, kopieën etc. <http://www.midas-film.org>.

Doelstelling: netwerken van databases, o.m. voor ontsluiten audiovisuele 'content' in collecties en catalogi.

- **Hebt u bijgedragen aan het opzetten van een netwerk van databases dat het Europese audiovisuele erfgoed omvat samen met de desbetreffende organisaties, met name de Raad van Europa (Eurimages en het Europees Waarnemingscentrum voor de audiovisuele sector)?**

Er werden redactionele bijdrages geleverd aan de uitgave: "IRIS Special, Broadcasters' Obligations to Invest in Cinematographic Production" en "IRIS Legal Observations of the European Audiovisual Observatory".

- **Hebt u de archiefdiensten verzocht een meerwaarde aan voorraden te verlenen door ze op EU-niveau in de vorm van collecties te organiseren (gerangschikt naar thema, auteur, periode, enz.)?**

3. *Bewaring*

Welke maatregelen zijn genomen (op het gebied van de wetgeving of op ander gebied) om ervoor te zorgen dat het gedeponeerde cinematografisch erfgoed goed wordt bewaard? Daarbij moet met name gedacht worden aan:

- **de reproductie van films op nieuwe informatiedragers;**
De Vlaamse Regering heeft onlangs het onderzoeksproject Bewaring en Ontsluiting van Multimediale data in Vlaanderen goedgekeurd. Het BAM, Instituut voor beeldende, audiovisuele en mediakunst is daarbij betrokken.
- **het bewaren van apparatuur om cinematografische werken op verschillende media te vertonen.**

Het Museum van Hedendaagse Kunst Antwerpen, Muhka, dat een initiatief is van de Vlaamse overheid, heeft o.a. de collectie Vrielynck aangekocht. Deze collectie omvat objecten die representatief zijn voor de ontwikkeling van de film uit de precinema en voor de verdere evolutie van van het filmbeeld tot in de jaren '60 en '70.

4. *Restauratie*

Welke maatregelen zijn genomen om de reproductie van gedeponeerde cinematografische werken wettelijk toe te staan voor restauratiedoeleinden, en houders van rechten op basis van een overeenkomst tussen alle betrokken partijen tegelijkertijd toe te staan voordeel te ontfanen aan de verbeterde industriële mogelijkheden van hun werken als gevolg van deze restauratie?

De Belgische auteurswet laat de archiveringsinstanties toe om werken te dupliceren voor restauratiedoeleinden.

Hoe hebt u projecten gestimuleerd voor het restaureren van oude films of films met een hoge culturele of historische waarde?

Het cinematografisch erfgoed werd bevorderd door o.m. een eenmalige Vlaamse subsidie aan het Filmarchief voor de digitalisering van een Vlaamse reeks cinematografisch erfgoed.

5. Gedeponeerde cinematografische werken toegankelijk maken voor educatieve, culturele en onderzoeksdoeleinden of andere soortgelijke niet-commerciële toepassingen

- Hebt u alle nodige wetgevende of bestuursrechtelijke maatregelen genomen om de aangewezen instanties in staat te stellen gedeponeerde cinematografische werken voor educatieve, culturele, onderzoeksdoeleinden of andere soortgelijke niet-commerciële toepassingen toegankelijk te maken, steeds in overeenstemming met het auteursrecht en verwante rechten? Gelieve deze maatregelen nader te omschrijven.

In de meeste gevallen bewaart het Koninklijk Belgisch Filmarchief films zonder dat het er de vertoningsrechten van bezit. Dankzij zijn goede verstandhouding met de filmindustrie heeft het Koninklijk Belgisch Filmarchief het recht gekregen de films te vertonen in een niet-commerciële context: cultureel, pedagogisch of wetenschappelijk. Het is in dat perspectief dat het Filmmuseum in 1962 werd opgericht.

- Hebt u alle maatregelen genomen om ervoor te zorgen dat de gedeponeerde films toegankelijk zijn voor gehandicapten, steeds in overeenstemming met het auteursrecht en verwante rechten? Gelieve deze maatregelen nader te omschrijven.

6. Beroepsopleidingen en kennis van de media

Welke stappen hebt u ondernomen om beroepsopleidingen op alle gebieden met betrekking tot het cinematografische erfgoed te bevorderen en zo te stimuleren dat in hogere mate gebruik wordt gemaakt van de industriële mogelijkheden die het filmerfgoed biedt?

Welke stappen hebt u ondernomen om te bevorderen dat het filmerfgoed wordt gebruikt als middel om de Europese dimensie in het onderwijs te verruimen en de

culturele verscheidenheid te stimuleren?

Op 18 februari 2002 werd door de bevoegde Vlaamse ministers het 'Protocol van samenwerking met betrekking tot Cultuur en Onderwijs' gesloten. Met dit protocol engageren de ministers, het departement Onderwijs en de administratie Cultuur zich om in gezamenlijk overleg een beleid te ontwikkelen op de verschillende niveaus waar de beleidsdomeinen cultuur en onderwijs elkaar raken.

CANON, de Cultuurcel van het departement Onderwijs, wil in een open, creatieve leeromgeving leerlingen, leerkrachten en vormingsmedewerkers op een actieve manier in contact brengen met kunst en cultuur. <http://www.canoncultuurcel.be/>

Canon heeft een o.m. opleidingspakket "Ingebeeld" voor media-educatie voor het reguliere basisonderwijs en eerste graad secundair.

Welke stappen zijn ondernomen om visueel onderwijs, onderwijs over film en kennis van de media in het onderwijs op alle niveaus, met name in de programma's voor beroepsopleiding en in de Europese programma's, aan te moedigen, overeenkomstig de aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 16 november 2005 over cinematografisch erfgoed en het concurrentievermogen van verwante industriële activiteiten (hierna 'de aanbeveling' genoemd)

Het Vlaams Audiovisueel Fonds verleent beurzen aan personen die willen deelnemen aan het Europese Mediaprogramma.

Welke stappen zijn ondernomen om nauwe samenwerking te bevorderen tussen producenten, distributeurs en filminstituten voor educatieve doeleinden?

Deze bevordering van deze samenwerking gebeurt door Mediadesk. De films uit het circuit "Arts & Essai" worden ook in scholen vertoond.

7. Depot

Cfr supra, depot is dus verplicht voor werken die door het Vlaams Audiovisueel Fonds worden gesubsidieerd.

Hebt u een systeem opgezet van vrijwillig of verplicht depot voor:

- **accessoires en publiciteitsmateriaal met betrekking tot cinematografische werken die deel uitmaken van het nationale audiovisuele erfgoed;**
Dit gebeurt niet systematisch cfr supra onder Vlaams Filmarchief en Koninklijk Belgisch Filmarchief.
- **cinematografische werken die deel uitmaken van het nationale audiovisuele erfgoed van derde landen;**
 - Dit gebeurt door het Belgisch Koninklijk Filmarchief maar omwille van rechten, niet systematisch.
 - Via het aankoopbeleid van de Vlaamse Overheid van onder andere de collectie Vrielynck (cfr supra).
- **ander bewegend beeldmateriaal dan cinematografische werken.**

Met de steun van de Vlaamse overheid werd volgend platform opgericht:

Packed: Platform voor archivering en conservatie van kunstcreaties op elektronische en digitale dragers. <http://www.packed.be/nl/index.php>

- **cinematografische werken uit het verleden.**

Cfr. Koninklijk Belgisch Filmarchief en Vlaams Filmarchief.

8. Samenwerking tussen aangewezen instanties

Hoe stimuleert en helpt u de aangewezen instanties met het doel informatie uit te wisselen en hun activiteiten op nationaal en Europees niveau te coördineren, bijvoorbeeld met het oog op:

- a) de coherentie van de collectie- en bewaarmethoden en de interoperabiliteit van de databases,
- b) release (bijvoorbeeld op dvd's) van archiefmateriaal met ondertitels in zoveel mogelijk talen van de Europese Unie, steeds in overeenstemming met het auteursrecht en verwante rechten,
- c) de samenstelling van een Europese filmografie,
- d) de ontwikkeling van een gemeenschappelijke norm voor de elektronische uitwisseling van informatie,
- e) de productie van gemeenschappelijke educatieve en onderzoeksprojecten, terwijl de ontwikkeling van Europese netwerken van filmscholen en filmmusea bevorderd wordt.

Association des Cinémathèques européennes

Het Koninklijk Belgisch Filmarchief is lid van deze vereniging, die over heel Europa 34 filmarchieven samenbrengt, met als doel het behoud en het valoriseren van het Europese cinematografische erfgoed en het ontwikkelen van een internationale samenwerking tussen de verschillende filmarchieven.

Internationale Federatie van Filmarchieven (FIAF)

Sinds 1946 is het Koninklijk Belgisch Filmarchief lid van deze federatie, die een groot deel van de filmarchieven wereldwijd verenigt. Tot op heden zijn er 130 leden.

FIRST

Het First project heeft tussen 2002 en 2004, onder leiding van het Koninklijk Belgisch Filmarchief en gefinancierd door het programma IST van de Europese Commissie, onderzoek uitgevoerd naar de aanwending van numerieke technieken - en dit in de verschillende gebieden waarin filmarchieven actief zijn.